



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 17 février 2015

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

OBJET : 2015 – 09 POLITIQUE DE LA VILLE
 CONTRAT DE VILLE 2015-2020

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 10 février 2015, s'est réuni le mardi 17 février 2015 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Patricia ROBIN, Jonathan TURRILLO, Catherine BUTTY, Christophe MOREL, Valérie COPIN, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Cyril DAUPHOUD, Nicole NUTINI, Jean-Marie BELVEDERE, Anne-Marie DUVAL, Pascal PELLEGRINO, Brigitte VIDAL, Jean-Paul CAMERANO, Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Marguerite VIALE, Serge PERCHERON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-François LAPORTE, Alexandra ARDISSON, Chems SALLAH, Jocelyne BUSTAMENTE, Mahamadou SIRIBIE, Paul EUZIERE, Myriam LAZREUG, Mékia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Magali CONESA, Ludovic BROSSY, Frédérique CATTART, Damien VOARINO, Jean-Marc DEGIOANNI, Franck BARBEY, Corinne SANJUAN.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Alexandra ARDISSON (prend part aux délibérations N°01 à 14)

ABSENTS EXCUSES :

- Monsieur Philippe WESTRELIN
- Madame Valérie DAVID
- Monsieur Jean-Marc GARNIER
- Madame Aline BOURDAIRE
- Monsieur Philippe-Emmanuel DE FONTMICHEL
- Madame Mireille BANCEL

ABSENTS :

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

/

PROCURATION :

- Monsieur Philippe WESTRELIN à Monsieur Jonathan TURRILLO
- Madame Valérie DAVID à Madame Marguerite VIALE
- Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Pascal PELLEGRINO
- Madame Aline BOURDAIRE à Madame Annie OGGERO MAIRE
- Madame Alexandra ARDISSON à Madame Muriel CHABERT
- Monsieur Philippe Emmanuel DE FONTMICHEL à Madame Myriam LAZREUG
- Madame Mireille BANCEL à Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Chems SALLAH est élu secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 9 décembre 2014.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

/

Questions diverses :

/

DU 17 FEVRIER 2015

**POLITIQUE DE LA VILLE
CONTRAT DE VILLE 2015-2020.**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de définir le cadre général de la Politique de la ville durant la période 2015-2020

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Animation et Politique de la Ville	Sans incidence budgétaire	

Monsieur le Maire expose :

Vu la délibération en date du 22 mars 2007, dans laquelle le Conseil Municipal a approuvé la convention et ses orientations générales du Contrat Urbain de Cohésion Sociale 2007-2009, signée le 24 mai 2007, initialement conclue pour une période de trois ans, de 2007 à 2009, entre la ville de Grasse, l'Etat (ACSE), la Communauté d'Agglomération Pôle Azur Provence, le Conseil Général des Alpes-Maritimes, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes.

Vu la délibération en date du 17 juin 2010, dans laquelle un premier avenant au Contrat Urbain de Cohésion Sociale de la ville de Grasse a été approuvé afin de reconduire pour l'année 2010, les enjeux stratégiques et la géographie prioritaire ainsi que les engagements financiers définis pour la période 2007-2009. Ce document a été signé par l'ensemble des partenaires concernés le 29 juin 2010.

Vu la délibération en date du 1^{er} Décembre 2011, dans laquelle un second avenant à cette convention a été approuvé pour la période 2011-2014 conformément à la circulaire du 8 novembre 2010 du Ministre du Travail, des Relations Sociales, de la solidarité, de la Famille et de la Ville ainsi que de la Secrétaire d'Etat chargée de la Politique de la Ville.

Considérant que la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (loi n°2014-173 du 21 février 2014) instaure les contrats de ville à compter du 1^{er} janvier 2015 et précise que : « Sur le territoire intercommunal, l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de politique de la ville est chargé du diagnostic du territoire, de la définition des orientations, de l'animation et de la coordination du contrat de ville et, dans le cadre défini par ce dernier, de la mise en œuvre des actions relevant de ses compétences et de celles de portée intercommunale.

Sur le territoire de la commune, le maire est chargé, dans le cadre de ses compétences, de la mise en œuvre du contrat de ville et contribue aux actions des autres signataires selon des modalités définies par le contrat de ville. »

Les engagements du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de Grasse ont donc pris fin le 31 décembre 2014 et la collectivité s'engage avec les autres partenaires financeurs, dans une phase de diagnostic afin d'élaborer le contrat

de ville « nouvelle génération », lequel définira les nouveaux objectifs stratégiques et devra être signé avant la fin du 1^{er} semestre 2015.

Considérant que la loi MAPTAM (loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles) positionne la Communauté d'Agglomération comme pilote de la politique de la ville et de ces dispositifs contractuels en lieu et place des communes. La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse sera donc pilote du contrat de ville.

Considérant que les territoires prioritaires au regard de la, politique de la ville, ont d'ores et déjà été déterminés pour la nouvelle contractualisation, en vertu du décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014. Le contrat de ville concerne les quartiers définis par l'État sur des critères nationaux et négociés localement avec les communes et l'EPCI. En l'occurrence, une seule est concernée dans l'agglomération. Il s'agit de la Ville de Grasse, avec le quartier du « Grand Centre » comprenant le Centre Historique et la Gare et les « Fleurs de Grasse ».

Considérant que le Comité de Pilotage de la Politique de la Ville, qui a pour objet de réunir les représentants des collectivités afin de valider les actions sociales menées au sein des quartiers prioritaires, devrait se réunir durant le 1^{er} trimestre 2015.

En l'absence de signature officielle du nouveau Contrat de Ville 2015-2020, cette délibération permet d'autoriser Monsieur le Maire à se positionner sur l'opportunité du maintien des actions présentées par les différents opérateurs et leur soutien par la Ville de Grasse.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie dans sa séance du 28 janvier 2015,

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 29 janvier 2015,

Le Conseil de Communauté du Pays de Grasse à délibéré le 6 février 2015,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à ces dossiers.
- **AUTORISER** le versement des subventions aux associations avant la signature officielle du contrat de ville 2015-2020.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte.